

Bulletin local d'information syndicale

Grève en Guyane



La Guyane, plus grand département français cumule :

- plus de 3000 enfants de 3 à 16 ans non scolarisés.
- plus d'un tiers de jeunes en situation d'illétrisme
- 45% de chômeuses et chômeurs chez les moins de 25 ans (INSEE)

Cet abandon de la jeunesse comme de la population par les institutions a conduit à un mouvement social d'ampleur qui en quelques jours a déclenché la grève générale.

SUD Éducation Guyane s'est joint au mouvement dès son origine et s'investit sur le terrain des luttes (tenue des piquets, soutien logistique, participation à la construction des revendications).

Voici la plate-forme de revendications pour l'éducation portée par les syndicats :

1 - Infrastructures scolaires : plan de construction de 5 lycées (Maripasoula, Macouria, Saint-Georges, Matoury, Saint-Laurent) 10 collèges et 500 classes de primaire en utilisant les matériaux locaux. Gratuité des transports scolaires et de la restauration en favorisant les produits locaux, fourniture de matériel pédagogique pour tous les élèves.

2 - Politique académique : valider le principe de la mise en place d'une politique académique adaptée avec l'introduction officielle dès la rentrée prochaine de l'étude des langues maternelles, de l'histoire-géographie du territoire, des sciences en s'appuyant sur les structures technologiques, de recherche et de l'environnement naturel guyanais. Mise en place d'un projet académique sur 5 ans avec gouvernance stable et au fait des réalités guyanaises. CDIisation des contractuel-le-s et embauche de 400 ILM (Intervenants en Langues Maternelles). Ouverture de filières en relation avec le (biodiversité, or, spatial, eau, sciences du vivant et du sol, langues...)

3 - Université : Construction du pôle de Saint-Laurent, création de 20 postes, versement automatique de la taxe professionnelle du CSG (Centre Spatial Guyanais) pour la formation continue. Ouverture et stabilisation de filières en relation avec le développement.

4 - Désenclavement, construction de la route de Bélizon à Maripasoula pour l'accès de tous les élèves (écoliers, collégiens, lycéens et étudiants) à l'éducation. Elle s'intègre à la plateforme unitaire inter-catégorielle qui est cours d'élaboration.

SUD Éducation Guyane demande à tous les syndicats SUD Éducation de soutenir, de relayer et de participer à l'amplification du mouvement actuel !

1) Le RIFSEEP, on n'en veut pas dans notre ministère ! Mobilisation le 10 avril



Lundi 10 avril, à quelques jours du premier tour des élections, le ministère a convoqué un comité technique (CTMESR) pour tenter d'imposer à toute force la mise en place du RIFSEEP dans nos organismes et nos universités pour les ITRF et les ITA... alors que le gouvernement n'a pu l'imposer pour l'instant qu'à une minorité d'agents de la Fonction Publique.

Le RIFSEEP est une prime qui dépend de la fonction exercée et non du grade de l'agent. Sa mise en place dans l'Enseignement Supérieur et de la Recherche aboutirait inévitablement à la mise en concurrence des agents dans les équipes et à la rupture de l'égalité de traitement, principe fort du Statut Général des fonctionnaires. Distribué à la discrétion d'une hiérarchie managériale, il accélérerait le démantèlement des collectifs de travail. Attribué dans la plupart des cas à enveloppe constante (voire moins, car que valent les promesses d'un gouvernement sur le départ ?), ce sont les collègues et l'emploi qui paieraient pour les quelques-uns voyant leurs revenus augmentés. Contrairement à la PPRS, le RIFSEEP n'est pas indexé sur le point d'indice.

De plus, les dispositions ministérielles prévues entérineraient la différence de traitement entre les ITRF des universités et des IT des organismes de recherche au détriment de ces derniers.

Nous réaffirmons notre refus du RIFSEEP, système rejeté par la masse des personnels avec des mobilisations de masse notamment à l'INRA, et qui hérisse même la hiérarchie intermédiaire consciente des dangers induits d'explosion du travail collectif dans les équipes.

Pour autant, nos rémunérations doivent être largement augmentées. Cette augmentation doit passer par une réelle revalorisation de nos traitements et une augmentation du point d'indice, ainsi que par un alignement de nos régimes indemnitaires au niveau de celui des autres ministères de la fonction de la fonction publique d'Etat pour toutes les catégories, des personnels techniques et administratifs jusqu'aux chercheurs et enseignants chercheurs.

Les organisations CGT (CGT Educ, CGT FERC Sup, CGT INRA, UN-CGT-CROUS) , FO (SNFOLC, SPASEEN-FO, SupAutonome-FO et le SNPREES-FO) et SUD Éducation refusent l'instauration du RIFSEEP. Elles exigent que :

- Les corps ITA, ITRF et de bibliothèques soient exemptés du RIFSEEP ;
- Les arrêtés concernant la filière administrative de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur (AENES) soient abrogés.

Nos organisations appellent les personnels les personnels à la grève et à se rassembler le 10 avril devant le CT MESR pour y affirmer le refus que ce système soit mis en place.

**TOUS ENSEMBLE POUR L'EXEMPTION DU RIFSEEP POUR LES ITRF, ITA ET BIB
ET POUR L'ABROGATION DU RIFSEEP POUR LES AENES**

LUNDI 10 AVRIL à 13h

72 Rue Régnault, Paris, (M° porte d'Ivry ou Olympiades)

2) Pas de banquier-e dans nos classes

L'opération nationale « J'invite un banquier dans ma classe » est initiée par la Fédération Bancaire Française dans le cadre de la « Semaine européenne de l'argent », avec le soutien de l'Education nationale. Elle vise à placer des élèves de CM1 ou CM2 « dans des situations de la vie où ils doivent faire des choix concernant l'argent et leurs premiers achats. » Il s'agirait donc, pour eux, via un jeu d'éducation financière, de donner à l'élève « les clés d'une maîtrise responsable de son budget ».



SUD éducation vous invite pour sa part à participer à l'opération « Je n'invite pas de banquier-e dans ma classe »... Nous nous indignons que l'on puisse parler de « budget » qu'il faudrait « maîtriser » pour des enfants de 9 à 11 ans. Et que feront les enfants qui n'ont pas de « budget » ? Seront-ils et elles « hors jeu » ?

Le Ministère de l'éducation nationale dévoie une nouvelle fois le service public d'éducation et l'instrumentalise au profit d'intérêts privés. On réduit ainsi les jeunes élèves à des consommateurs et consommatrices en puissance, manipulables à merci puisqu'il est question de diriger leurs choix concernant leur argent par le biais d'une activité dite « ludo-pédagogique ».

**Éduquer, ce n'est pas conforter les hiérarchies et l'ordre social.
Les valeurs portées par SUD éducation sont à l'opposé de celles de l'école-capitaliste.**

L'école doit être un outil d'émancipation des êtres humains et non de leur soumission à la finance et à la marchandisation généralisée.

L'école n'est pas une entreprise, l'éducation n'est pas une marchandise !

Communiqué de la fédération SUD Éducation

Contre l'homophobie ordinaire

- Un livret comportant des propos choquants sur l'homosexualité et sur l'IVG a été distribué dans un lycée privé de Neuilly-sur-Seine.
- Combien de Neuilly ailleurs en France ? Le Collectif éducation contre les LGBTphobies en milieu scolaire dénonce avec force ces stigmatisations d'adolescent-e-s. Les pouvoirs publics doivent faire appliquer le droit. Tous les personnels doivent être formés contre les discriminations sexistes et LGBTphobes.



**POUR VOUS TENIR
AU COURANT DES LUTTES,
DE L'ACTUALITÉ SYNDICALE :
WWW.SUDEDUCATION.ORG**



La répression syndicale tue

- Edouard, cheminot de SUD Rail militant pour une société meilleure, victime d'une politique d'entreprise qui refuse de se remettre en cause, a préféré mettre fin à ses jours plutôt que de subir un harcèlement dévastateur. Des militant-e-s se font licencier, condamner à de la prison avec sursis. Des salarié-e-s meurent sous la violence d'un management et de méthodes d'un autre temps. Il est urgent de prendre des mesures pour rendre public, enquêter et faire stopper les organisations pathogènes du travail ! Les responsables de la mort d'Edouard doivent être condamné-e-s !

**SUD Éducation
vit grâce aux cotisations des adhérents et à l'énergie des militants.
[Nous rejoindre...](#)
[Nous contacter...](#)**